



Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement

Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement

Numéro 4, Décembre 2008

Introduction: Cette publication électronique a pour objectif de soutenir le processus de la *Déclaration de Genève* et d'encourager les activités des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile afin de faire le lien entre les programmes de développement et la prévention de la violence et les stratégies de réduction de cette violence. La DG, aujourd'hui adoptée par 92 Etats dans toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actions concrètes, fondées sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Mesurabilité et recherche**", et "**Etablissement de programmes**". (Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, voir le site: www.genevadeclaration.org) .

En ouverture:

"Aujourd'hui, notre culture des armes à feu a sa source dans le besoin qu'ont les citoyens de se protéger contre des éléments sans foi ni loi et d'une profonde méfiance à l'égard de ceux qui sont chargés de faire appliquer le droit. Elle est aussi un moyen de communiquer et de perpétuer le pouvoir, que ce soit dans les accidents de la circulation, les violences électorales ou l'assassinat pur et simple. C'est là une manière barbare, qui n'a rien de chrétien, de gérer nos colères, nos faiblesses et notre orgueil."

Tiré de "Shot through the heart", Geronimo L. Sy, Manila Times, November 20, 2008

<http://www.manilatimes.net/national/2008/nov/20/yehey/opinion/20081120opi3.html>

Dans ce numéro:

1. **Adoption de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies**
2. **Réunion régionale à Sarajevo**
3. **Déclaration de Genève: Développements stratégiques pour 2009**
4. **Débat au Conseil de sécurité sur le Traité sur le commerce des armes**
5. **Editorial du quotidien ghanéen *The Statesman***
6. **Etablissement de programmes sur le terrain**
7. **Eléments de bibliographie**
8. **Pour plus d'informations**

1. Adoption de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le 17 novembre 2008, en séance plénière, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus la Résolution intitulée "Promotion du développement par le biais de la réduction et de la prévention de la violence armée", au point de l'ordre du jour concernant le "Suivi des mesures visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement". Cette résolution prie le Secrétaire général de solliciter le point de vue des Etats membres sur les liens existant entre la violence armée et le développement et de lui faire rapport à sa soixante-quatrième session en 2009. Cette résolution a été introduite par la Suisse et 56 Etats se sont portés coauteurs. Cette adoption vient après deux ans d'efforts faits au niveau des régions et de plaidoyer et de sensibilisation aux Nations Unies de la part du Groupe de travail de la Déclaration de Genève et de la société civile. On trouvera le texte du projet de la résolution (Document A/63/L.27) à l'adresse suivante:

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A%2F63%2FL.27+&Submit=Search&Lang=E

2. Réunion régionale à Sarajevo. La réunion sur la violence armée et le développement pour les pays de l'est et du sud-est de l'Europe s'est tenue à Sarajevo du 12 au 14 novembre 2008. Cette réunion, qui a attiré près de 100 représentants des Etats de la région, d'agences internationales et de la société civile, était organisée par les gouvernements de Suisse et de Bosnie-Herzégovine avec le soutien du PNUD. C'était la quatrième réunion régionale de ce genre organisée dans le cadre du processus de la Déclaration de Genève. L'ordre du jour comportait un échange de vue entre les Etats, la présentation d'un aperçu analytique sur la violence armée dans la région et des rapports sur des programmes pratiques visant à la réduction de la violence par les Etats, les agences internationales et régionales et les ONG. A la fin de cette rencontre de deux jours, les participants représentant des Etats ont adopté une Déclaration de Sarajevo sur la violence armée et le développement. La prochaine de cette série de rencontres régionales doit avoir lieu au Moyen Orient au début de 2009. Le

document de travail sur la violence armée dans la région est disponible sur le site <http://www.genevadeclaration.org/pdfs/UNDP-Eastern-Europe-Paper.pdf>

3. Déclaration de Genève: Développements stratégiques pour 2009. Les membres du groupe pilote des Etats de la Déclaration de Genève (DG) se sont réunis à Genève à la fin de novembre pour évaluer le succès d'activités récentes et envisager les pas suivants. Au cours des deux premières années de travail le processus de la DG a atteint les objectifs fixés: plus de 100 Etats membres des Nations Unies ont adopté formellement la Déclaration, quatre rencontres régionales ont rallié un grand nombre de ces Etats, un Sommet de suivi a réuni 85 Etats ainsi que de nombreuses agences et organisations de la société civile, près de 60 ONG ont participé à des manifestations de la DG et une résolution de soutien vient d'être adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

En présence de ce succès évident, quels éléments la phase suivante du processus devrait-elle comporter? Si peu de décisions officielles ont été prises, il semble que l'on portera une attention croissante au travail entrepris auprès des pays-cibles de la DG; un accent accru sera mis sur la promotion de programmes pratiques et bien documentés sur le terrain, d'autres évaluations de l'efficacité des approches existantes seront faites, ainsi que des efforts visant à susciter chez les acteurs du développement une prise de conscience plus étendue et plus approfondie de la possibilité d'intégrer la réduction de la violence armée à leurs objectifs et à leurs programmes. Toute cette activité débouchera sur une rencontre au sommet en 2011. Jusqu'à cette date, ceux qui ont adopté la Déclaration espèrent pouvoir célébrer une réelle réduction de ce fléau mondial qu'est la violence armée.

4. Débat au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Traité sur le commerce des armes. Le 19 novembre, 15 pays au moins ont appuyé la proposition de Traité sur le commerce des armes au cours d'un débat du Conseil de sécurité sur l'article 26 de la Charte des Nations Unies. L'article 26 appelle les Etats à établir un système de réglementation des armements de manière à réduire au minimum le détournement des ressources humaines et économiques du monde vers les armements. Le débat était présidé par Oscar Arias, président du Costa Rica, pays qui préside actuellement le Conseil de sécurité. Des déclarations en faveur du Traité sur le commerce des armes ont été présentées par l'Arménie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Costa Rica, la Croatie, l'Equateur, l'Espagne, la France, le Guatemala, le Mexique, le Nigeria, la Tanzanie et le Royaume Uni. La plupart des Etats ont fait référence au Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et certains ont aussi mentionné la Convention sur les armes à sous-munitions ou la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement. Voir:

<http://www.un.org/News/Press/docs/2008/sc9501.doc.htm>

Auparavant, le vendredi 31 octobre, la Première Commission de l'Assemblée générale s'était largement prononcée en faveur de la progression des travaux en

vue d'un Traité sur le commerce des armes. 147 Etats ont voté en faveur de la création d'un Groupe de travail ouvert qui se réunira à partir du début de 2009. Seuls deux Etats ont voté contre: le Zimbabwe et les Etats-Unis. Dix-huit se sont abstenus. Une grande majorité a également soutenu la résolution "omnibus" sur les armes légères: 166 Etats ont voté pour, seuls les Etats Unis ont voté contre. Cette résolution fixe le calendrier des réunions de l'ONU sur les armes légères pour les 6 ans à venir : une réunion biennale des États en 2010, une réunion d'experts en 2011 et une conférence de révision en 2012. Pour de plus amples détails, consultez www.iansa.org

5. Un éditorial d'un quotidien ghanéen met en exergue le Programme jeunesse. "Depuis des années, l'organisation WAANSA [West Africa Action Network on Small Arms] organise des séances d'information à l'intention des médias, des conférences ainsi que des ateliers internationaux afin de sensibiliser les gouvernements et la société civile au sujet des dangers inhérents au commerce illégal des armes. Mais pour que le message puisse passer, il faut des programmes pratiques susceptibles d'occuper les esprits et le temps des bénéficiaires de ce trafic illicite. C'est pourquoi il est bon de constater que dans la Région nord du Ghana, FOSDA - une autre ONG qui soutient activement elle aussi les efforts visant à réduire la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique de l'ouest – a récemment fait don aux services de police du Ghana de détecteurs de métaux. Elle a également ciblé les jeunes et les a engagés dans des courses de bicyclettes pour canaliser leurs énergies et les tourner vers des compétitions sportives saines. Ainsi, ceux qui, autrement, auraient été attirés par la violence en se servant d'armes légères et de petit calibre sont maintenant en train de créer des groupes qui ont des effets positifs sur leurs camarades... Franchement, la collaboration entre organisations de la société civile et citoyens de la région est en train de donner des résultats positifs." Tiré de *The Statesman*, Ghana, 22 août 2008
http://www.thestatesmanonline.com/pages/editorial_detail.php?newsid=498§ion=0

5. Etablissement de programmes sur le terrain. *On trouvera ici quelques uns des nombreux exemples de programmes "Violence armée et développement" illustrant les efforts déployés sur le terrain visant à réduire la violence armée par un travail de développement ciblé. Ces brèves descriptions offrent des idées d'initiatives que peuvent reprendre un gouvernement, la société civile et des organisations internationales.*

- **Libéria: des combattants deviennent paysans.** Le programme Landmine Action's Tumutu Agricultural Training Programme (Programme de formation agricole de l'Action de lutte contre les mines de Tumutu - TATP) a commencé en février 2008 dans le district de Salala, au Libéria - et ce projet n'a rien à voir avec les mines terrestres. Au contraire, il offre une formation, une réadaptation et une réinsertion à des groupes d'anciens combattants qui n'ont pas participé au processus officiel DDR (Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation) du Libéria. L'une des différences essentielles entre cette

initiative et les autres programmes DDR réside dans l'attention portée à l'intégration et à la réinsertion des participants après leur formation. La réinsertion de chacun des participants a été soigneusement planifiée, leurs attentes gérées et les communautés ont été préparées à les accueillir. Avant la fin du cours, chacun d'eux donne son accord à un plan de réinsertion individuel établi sur mesure, qui donne tous les détails nécessaires sur la communauté où ils seront placés, ses objectifs agricoles et le contenu du contrat de réinsertion. Après avoir terminé sa formation avec succès, chaque bénéficiaire se dirige vers la communauté choisie.

<http://www.comunidadessegura.org/?q=en/STORY-in-liberia-fighters-become-farmers>

- **Burundi: la stabilité dépend d'une réinsertion réussie des réfugiés rentrés au pays.** Le Burundi se trouve face à l'énorme défi de réinsérer des milliers de réfugiés qui ont passé des décennies en exil. Depuis janvier 2002, plus de 420'000 Burundais, qui avaient fui des conflits successifs et s'étaient réfugiés en Tanzanie, rentrent au pays. Un grand nombre de ceux qui sont revenus ces derniers mois ont subi des pressions de la part du gouvernement tanzanien, malgré des signes évidents montrant que le gouvernement du Burundi n'était pas en mesure d'absorber rapidement toutes ces personnes. Il est alarmant de constater que parmi ces réfugiés de retour, certains enfants et adolescents quittent l'école pour rejoindre le groupe militaire rebelle du FLN (Front national de libération), afin de bénéficier des avantages de la démobilisation. Il est donc prioritaire de trouver pour les jeunes des possibilités économiques. Voir: "Fighting for land," in IRIN News, Oct. 6, 2008, <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=80754>
- **Philippines: Révision du programme d'enseignement des droits de l'homme dans le cadre de l'armée.** La Commission des droits de l'homme est en train de réviser son programme d'enseignement des droits de l'homme destiné à l'armée et à la police. Cette révision a pour but de rendre le programme plus efficace en matière de promotion des droits de l'homme, en particulier ceux des enfants. La présidente de la Commission, Leila de Lima, a fait observer que le programme actuel omet le Protocol facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, et que la mise à jour des programmes sera utile à la Commission promouvoir la reconnaissance des enfants comme "zones de paix". Elle espère que la révision renforcera aussi les efforts de la Commission visant à faire de l'éducation aux droits de l'homme un élément primordial dans les milieux des groupes armés et des agences gouvernementales. <http://news.balita.ph/2008/10/27/chr-revising-human-rights-curricula/> voir aussi sur les activités semblables en Afrique de l'ouest: <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=80974>)

- **Inde: Programme scolaire sur la violence armée.** En août 2008, la fondation Control Arms Foundation of India (CAFI) s'est rendue à l'école Vasant Valley School de la Nouvelle Delhi et s'est entretenue avec des élèves des classes XI et XII. C'était là le premier d'une série de programmes destinés à de jeunes élèves. Il a pour objectif de susciter une prise de conscience sur la question de la violence croissante due aux armes à feu dans les écoles et dans nos sociétés et sur les efforts entrepris pour la réduire. Ces derniers mois, des fusillades survenues dans les écoles ont mis le pays en état de choc. Tant les élèves que les enseignants ont apprécié la bande dessinée de CAFI intitulée "Caught in Crossfire". Le film documentaire "Gunning for Control" a également été montré aux élèves. Voir: <http://cafi-online.org/report/comic.pdf>
- **Bosnie: La planification intégrée du développement aborde la construction de la paix.** L'organisation World Vision International (WVI) travaille en Bosnie Herzégovine depuis 1991 et a coordonné ses activités de développement et d'aide humanitaire afin de développer, directement et indirectement, des compétences en vue d'une paix durable dans le pays. Le Programme de développement régional (Area Development Programme – ADP) est une approche intégrée du développement transformationnel au travers de partenariats à long terme avec les populations locales, en vue d'améliorer les conditions de vie des enfants et de leurs familles. Les activités de l'ADP dans les domaines du développement économique, de la société civile et du développement communautaire et spirituel constituent un appui indirect à l'édification de la paix. Plus directement, les programmes de WVI destinés aux enfants aident ceux-ci, les parents et les enseignants à développer les connaissances, les compétences et les valeurs liées notamment à l'éducation en matière d'alternatives à la violence et de prévention des conflits; ils encouragent la prise de conscience au sujet du VIH/sida, de l'alcool, de la fumée et de la consommation de drogues. En outre, le programme officiel d'édification de la paix, désormais introduit dans 12 écoles de Bosnie, a pour but d'accroître les capacités des organisations de la société civile et des membres du corps enseignant à exercer une influence sur les décideurs afin qu'ils adoptent des programmes d'enseignement, des méthodes pédagogiques et des modèles de développement scolaire favorables à la promotion et à la protection des droits de l'homme ainsi qu'à la valeur de la paix. Pour de plus amples informations, voir: <http://meero.worldvision.org/about.php>
- **Jordanie: un centre de jeunesse encourage le développement des compétences et la paix.** Le camp de Zarqa est le plus ancien camp de réfugiés palestiniens de Jordanie. Un centre d'apprentissage destiné aux adolescents y offre aux jeunes une formation aux droits des enfants, à la photographie, la communication et la résolution de conflits, et cherche à produire chez les jeunes du camp des effets à long terme. Voir: <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/KKAA-7GC82B?OpenDocument>

- **Jamaïque: l'UNICEF réclame un contrôle des armes à feu pour protéger les enfants et les jeunes.** Les Nations Unies souhaitent que le gouvernement de la Jamaïque mette en place une réglementation stricte sur le contrôle des armes à feu afin d'enrayer l'afflux considérable d'armes et de munitions sur l'île. Dans un communiqué de presse commun de l'UNICEF et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à l'occasion de la Semaine mondiale d'action contre la violence armée, les Nations Unies demandent instamment à tous les acteurs en cause d'accroître leurs efforts pour contrôler les armes. http://www.jamaicaobserver.com/news/html/20080607T160000-0500_136490_OBS_UN_TELLS_JAMAICA_TO_CONTROL_THE_GUN_S_.asp

7. Eléments de bibliographie: *Les publications présentées ci-après ont été sélectionnées à partir de différentes sources qui exposent divers aspects des activités liées aux questions de la violence armée et du développement.*

- ***From Armed Violence to Development.*** Ce numéro du magazine Comunidad Segura Good Practices (numéro 2, novembre 2008) est centré sur des initiatives qui cherchent à restaurer les fondements propices à la paix dans les sociétés ravagées par la violence. D'Haïti au Libéria, d'Afrique du Sud en Papouasie-Nouvelle Guinée, les projets décrits ont recours à une série de méthodes telles que la réconciliation, le désarmement physique et mental, l'intégration et la réinsertion sociales, la protection des enfants et la transformation des conflits. Que les pays soient en guerre ou non, les pacificateurs du monde entier analysent les pratiques, les politiques et les enseignements tirés des événements pour frayer une voie hors de la violence. Chacun des brefs articles de cette publication se fait l'écho de cette préoccupation et met en lumière un programme pratique, et même parfois innovateur. On peut télécharger ce numéro sur le site: <http://www.comunidadsegura.org/?q=en/node/39828>
- ***Créer des communautés plus sûres: Enseignements de l'Europe du sud-est.*** L'Europe du sud-est est sans doute surtout connue par les conflits violents des années 1990 qui ont suivi la désintégration de l'ex-Yougoslavie. On a été beaucoup moins attentif aux défis auxquels les citoyens et les institutions de chacun de ces pays ont été confrontés depuis lors. Alors que certaines tensions ont leur source dans des conflits du passé, les problèmes les plus présents dans les esprits sont ceux qui affectent la sécurité quotidienne: logements déficients, consommation de drogues ou accès aux armes légères à une large échelle. L'organisation Saferworld et ses partenaires régionaux ont élaboré une méthode de travail communautaire dans quatre lieux d'Europe du sud-est. Cette méthode s'applique à une vaste palette de préoccupations quotidiennes et peut aussi convenir dans une situation d'après-conflit. Ces Projets de sécurité communautaire permettent aux membres d'une communauté de repérer, de discuter et d'élaborer ensemble des solutions à leurs problèmes, pour aboutir à des améliorations à la situation sécuritaire sur le terrain et résister aux pressions

qui mènent aux conflits violents. Vous pouvez les télécharger en anglais ou dans d'autres langues sur le site:

http://www.saferworld.org.uk/publications.php/236/creating_safer_communities_lessons_from_south_eastern_europe

- ***Security and Post-Conflict Reconstruction***. Cet ouvrage, édité par Robert Muggah, de l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, offre une analyse critique de l'évolution des pratiques d'interventions de promotion de la sécurité post-conflit depuis la fin de la Guerre froide telles que Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), et Réforme du secteur de la sécurité (SSR). Bien que les secteurs de l'aide internationale et de la sécurité affichent un goût croissant pour les opérations de soutien de la paix au 21^{ème} siècle, l'efficacité de telles opérations n'a pas encore été suffisamment mise à l'épreuve. Cet ouvrage met en question les approches "conventionnelles" de la promotion de la sécurité telles que les militaires et les forces de maintien de la paix les conçoivent actuellement; il s'inspire de statistiques précises et de données qualitatives en provenance de régions ravagées par la guerre, notamment l'Afghanistan, le Timor Leste, le Soudan, l'Ouganda, la Colombie et Haïti. Routledge, Taylor and Francis, 2008
<http://www.routledgestrategicstudies.com>
- ***The Struggle after Combat: The Role of NGOs in DDR Processes (La lutte après la bataille: le rôle des ONG dans les processus DDR)***. Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) d'anciens combattants est un défi imminent dans les pays qui émergent d'un conflit violent. Cette étude menée par Cordaid examine la question de savoir si les ONG doivent contribuer à ces processus et de quelle manière. Des travaux sur le terrain ont été effectués en Afghanistan, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. L'ensemble du rapport comporte trois études de cas et une étude de synthèse. Pour le rapport: [http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/OCHA-7L3EPS/\\$file/cordaid-ngos-ddr.pdf?openelement](http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/OCHA-7L3EPS/$file/cordaid-ngos-ddr.pdf?openelement)
- **Un nouveau site web sur la prévention de la violence**. L'Organisation mondiale de la santé et le Centre universitaire de santé publique de l'université John Moores de Liverpool ont inauguré un site internet important qui fait connaître des moyens efficaces de prévention de la violence. Ciblant les responsables politiques et les chercheurs les praticiens et les défenseurs en matière de prévention de la violence, ce site est le premier à offrir, au travers d'une base de données électronique, des informations sur des programmes efficaces de prévention de la violence. Voir: <http://www.nwph.net/preventviolence/default.aspx>
- ***Bulletin Paix durable***. Paix durable est un réseau de diverses organisations et institutions non gouvernementales, et d'individus qui participent à des activités liées à la pratique et à l'élaboration d'orientations en matière de construction de

la paix. Les groupes de travail de Paix durable réunissent des membres intéressés à des domaines thématiques particuliers tels que les enfants dans les conflits armés, la prévention des conflits, construction de la paix et genre, opérations de paix, armes légères. Le réseau travaille aussi sur d'autres questions liées à l'édification de la paix. Pour vous abonner au bulletin électronique de Paix durable, contactez media@peacebuild.ca et consultez le site du réseau: www.peacebuild.ca.

- Consultez aussi www.genevadeclaration.org/resources.html

7. Pour plus d'informations: *Souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction de la violence armée et le développement?*

Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Envoyez toute suggestion ou adresse de sites internet utiles à QUNO, quno1@quno.ch

Veillez visiter le site <http://www.genevadeclaration.org/context.html> si vous souhaitez d'autres informations.

Pour prendre contact avec la rédaction au sujet du contenu de ce bulletin, envoyez un message électronique à newsletter@genevadeclaration.org

Les éditeurs: Ce bulletin est publié et distribué par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève; il cherche à sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève.